

## COMPTABILITÉ PUBLIQUE

# La gestion des fonds spéciaux sera «rationalisée»

**La gestion des comptes d'affectation spéciale (CAS) ou fonds spéciaux sera dorénavant rationalisée, assainie. C'est ce que le directeur général de la comptabilité au niveau du ministère des Finances, Mohamed Larbi Ghanem, a explicité hier lors d'une conférence de presse.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Abordant la gestion de ces fonds, sujette à critiques de la Cour des comptes lors de la présentation de la loi de règlement budgétaire pour 2010, le responsable de la DGC a indiqué que l'assainissement des CAS est déjà à l'œuvre. Une douzaine de Fonds spéciaux ont été clôturés l'année dernière, note Mohamed Ghanem qui relève le caractère «progressif» de cet assainissement.

Rappelant que le Fonds de régulation des recettes (FRR) ainsi que les cinq comptes consacrés au financement des programmes d'équipements et d'infrastructures publiques mobilisent à eux seuls 83% des ressources publiques (dont 30% pour le FRR), le responsable de la DGC constate, ce faisant, que les soixante autres fonds ne représentent que 17%.

Or, des comptes ont été créés pour le financement à titre conjoncturel d'activités ou de manifestations notamment culturelles, sans être clôturés et sans que leurs ressources aient été valorisées. A ce sujet, une réflexion est en cours, selon M. Ghanem, qui indique que les comptes conjoncturels devraient être «limités dans le temps» et clôturés dès la fin de la manifestation. Cet assainissement porte également sur la possibilité de regrouper certains comptes à vocation similaire, de répartir les ressources budgétaires de certains CAS au niveau des départements sectoriels... Avec comme finalité «une meilleure cohérence», relève le DGC qui indique que la création de nouveaux fonds sera «limitée» même si cette question relève de l'aval parlementaire. Toutefois, les comptes FRR et d'équipements



Le ministère des Finances va limiter les comptes conjoncturels.

devraient être maintenus. Par ailleurs, le DG de la comptabilité affichait une certaine sérénité concernant le rapport de la Cour des comptes, arguant de l'existence d'une coordination efficace avec la commission des finances et du

budget de l'Assemblée populaire nationale. Ainsi, la DGC a été chargée de «coordonner» les réponses des ministres auditionnés récemment par cette commission, avant la présentation finale de la loi de règlement budgétaire (LRB).

A ce sujet, Mohamed Ghanem avait précisé auparavant que la DGC participe à la préparation et à l'élaboration du projet de LRB, présenté par le gouvernement au Parlement pour rendre compte de l'utilisation des crédits votés dans la loi de finances.

Selon le DGC, la LRB «constitue un instrument de contrôle de l'exécutif par le législateur visant à améliorer la gouvernance, la transparence et l'efficacité des dépenses publiques et des recettes».

Ce, en attendant une présentation davantage régulière, biannuelle ou annuelle de la LRB. Ce qui est possible à moyen terme selon le DG de la comptabilité, mettant en avant le processus d'informatisation enclenché au niveau des services du Trésor. Mais aussi en attendant l'achèvement du processus de réforme budgétaire enclenché depuis quelques années, concernant notamment la relance de la présentation de la loi organique portant loi des finances.

C. B.

## MALVERSATIONS, ANOMALIES COMPTABLES...

## La tendance est à la diminution, note la DGC

**Les actes de malversations financières, les cas d'anomalies techniques et autres erreurs comptables ont tendance à diminuer de manière sensible. Aucun acte de malversation n'a été commis en 2012, laisse-t-on entendre à la Direction générale de la comptabilité (DGC) où l'on estime que la tenue des comptes publics évolue «positivement» et de manière davantage transparente.**

Les gestionnaires, les agents trésoriers font «beaucoup attention», affirment le DGC ainsi que plusieurs responsables de cette direction. Ainsi, l'on relève que le contrôle

porte annuellement sur l'inspection de 2000 postes comptables et que dans le cas où une «anomalie» est avérée, des dispositions sont immédiatement prises en termes notamment de dépôt de plaintes ou application d'un arrêté de débet, à la charge du chef de poste.

Comme l'on indique qu'un guide de procédures actualisé est en cours de finalisation, à même de permettre aux agents notamment de mieux connaître le dispositif réglementaire en vigueur.

Notons que les services de la comptabilité comportent la DGC composée de 5 directions et d'une inspection, l'Agence centrale comptable du Trésor, 13 Directions régionales, la

Trésorerie centrale, la Trésorerie principale, 48 Trésoreries de wilaya et 643 Trésoreries communales et trésoreries des établissements de santé.

Ces services ont connu une évolution continue, avec des effectifs qui sont passés de 5 322 fonctionnaires en 1990 à 13 384 en 2011 (+151%) et un plan de charge qui est passé de 6,3 milliards de dinars de recettes et de 5,8 milliards de dinars de dépenses en 1970, 150 milliards de dinars de recettes et 1 47,7 milliards de dinars de dépenses en 1990 à 3056,6 milliards de dinars de recettes et 5485,4 milliards de dinars de dépenses en 2010.

C. B.

## RELANCE DE L'INDUSTRIE NATIONALE

## Les experts s'attendent à un «décollage difficile»

**Avec une industrie qui contribue à moins de 5 % au PIB, une facture d'importation en produits agroalimentaires qui varie entre 40 et 50 milliards de dollars par an et de 12 à 14 milliards de dollars pour les services, l'industrie nationale, estiment les experts, «agonise».**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - L'industrie nationale a-t-elle encore une chance de sortir de sa léthargie ? Pour «sauver» l'industrie nationale, le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement a ouvert des discussions avec des experts pour tenter de relancer ce secteur. Le constat de trois experts (M<sup>me</sup> Nacéra Haddad, experte et présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprises (SEVE), M. Malek Serrai, expert international et M. Idriss Yalaoui, vice-président de l'Association nationale de consultants en entreprise), réunis hier lors d'une table ronde sur le redéploiement du secteur de l'industrie initiée par le quotidien *DK News*, est sans appel : «notre industrie est sinistrée».

Pour les intervenants, le gouvernement doit agir vite et efficacement pour atteindre son but. Selon eux, c'est le climat des affaires en Algérie qui est contraignant et non pas la règle des 49/51. M<sup>me</sup> Nacéra

Haddad qui a participé aux commissions de consultations, initiées par le ministre de l'Industrie, a proposé de faire un diagnostic sur notre industrie pour pouvoir apporter un traitement. Selon elle, le gouvernement «doit prendre des décisions et des mesures très fortes et courageuses».

Parmi les propositions qu'elle dit avoir exposées lors des travaux des commissions, la révision du code des marchés publics et du commerce. «Nous avons de l'argent mais pas la technologie. Pourquoi nous ne trouvons pas les moyens d'importer la technologie ?» a-t-elle indiqué.

Le développement de l'industrie, dit-elle, passe systématiquement par le développement des potentialités locales dont le rôle revient aux walis.

La conférencière appelle aussi à une équité des chances entre les secteurs public et privé. La part du secteur privé dans l'industrie est de 30 à 40% et sa part dans l'agroali-

mentaire représente 80%, c'est un acteur, estime l'intervenante, incontournable mais qui ne bénéficie pas des mêmes mesures que celles du secteur public. M<sup>me</sup> Haddad s'interroge sur les sanctions appliquées aux entreprises mais ne sont pas appliquées envers l'administration.

«Pourquoi l'obligation de résultats est obligatoire pour les entreprises et non pour l'administration» s'interroge-t-elle. M. Yalaoui de son côté, a rappelé que l'Algérie compte près de 800 000 PME dont 50% sont de toutes petites entreprises (TPE). «800 000 PME pour 36 millions d'habitants c'est de l'indigence» a-t-il dit.

L'intervenante a également indiqué que les pouvoirs publics ont injecté 380 milliards de dinars pour redynamiser les entreprises. «Ce programme tablait sur la mise à niveau de 4000 entreprises par an, or depuis 2010, nous n'avons même pas atteint les 1 000 entreprises».

M. Yalaoui estime qu'il y a beaucoup de choses à faire, il faut prendre des décisions sérieuses en tenant compte des décisions qui n'ont pas donné de résultat. Or nous sommes entrain de répéter



Rahmani veut sauver l'industrie nationale.

les mêmes actions du passé. C'est du copié-collé qui ne nous donne pas beaucoup d'espoir». M. Serrai qui appelle à l'allègement des procédures bancaires et administratives, estime qu'il faudrait commencer par réhabiliter certains secteurs prioritaires comme ceux du textile,

du cuir et de l'agroalimentaire. Ce dernier estime que les sommes d'argent colossales que l'Algérie s'apprête à injecter pour la recherche dans le gaz de schiste doivent être orientées vers l'investissement dans les PME.

S. A.